

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 7 octobre 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

400 M USD

C'est le capital qu'a réussi à lever Ecobank en émettant sur le marché primaire international des obligations au coupon de 10,125 % et d'une maturité de cinq ans.

Nigéria :

Les flux entrants d'IDE au Nigéria progressent de 11,5 % entre le S1-2023 et le S1-2024 ; L'UE mobilise plus de 2 Md EUR en faveur de l'emploi, de l'inclusion financière et des PME ; Augmentation du service de la dette de 68,8 % en NGN entre le S1-2023 et le S1-2024 ; La NNPC ne bénéficie plus du monopole d'achat d'essence auprès de la raffinerie Dangote ; La CEDEAO entame des délibérations régionales sur l'AAGP.

Ghana :

Le FMI conclut sa troisième revue de programme par un accord avec le gouvernement ghanéen ; Le Ghana lance la première phase de sa Taxonomie de la finance verte.

Nigeria

Les flux entrants d'IDE au Nigéria progressent de 11,5 % entre le S1-2023 et le S1-2024

D'après le Bureau national des statistiques (NBS), les entrées de capitaux ont été multipliées par près de trois entre le premier semestre 2023 et celui de 2024, passant de 2,2 Md USD à 6,0 Md USD sur les deux périodes. [En particulier, les investissements directs étrangers \(IDE\) ont progressé de 11,5 %, et passent ainsi de 134 M USD au premier semestre 2023 à 149 M USD au premier semestre 2024.](#) Par ailleurs, les investissements en portefeuille ont été multiplié par près de quatre entre les deux périodes: de 756 M USD à 3,5 Md USD.

Les entrées de capitaux au premier semestre 2024 ont majoritairement bénéficié au secteur bancaire (43,2 % de celles-ci), suivi par l'industrie (24,0 %) et les télécommunications (21,9 %). [La place du secteur bancaire peut s'expliquer en partie par les nouvelles exigences de la Banque centrale du Nigéria en matière de capitalisation.](#)

La France est le 19^{ème} pays d'origine sur la période, avec 9 M USD, et perd donc une place par rapport au premier semestre 2023.

L'UE mobilise plus de 2 Md EUR en faveur de l'emploi, de l'inclusion financière et des PME

[L'Union européenne \(UE\) et les institutions européennes de financement du développement vont mobiliser plus de 2 Md EUR pour créer des emplois et renforcer l'inclusion financière, en particulier parmi les PME dirigées par des jeunes et des femmes en Afrique.](#)

« En tant qu'institutions européennes de financement du développement, nous nous félicitons de cet effort collectif. Cela reflète notre engagement commun, en tant que Team Europe, en faveur du développement durable et de l'autonomisation des communautés ».

Françoise Lombard, directrice générale de Proparco
(Groupe Agence française de Développement)

Le projet pourrait soutenir le secteur privé nigérian – et particulièrement les PME et ETI – qui peine à mobiliser un financement bancaire. Le Nigéria souffre en effet de la faiblesse du financement du secteur privé. Seules 11 % des entreprises disposent

d'une ligne de crédit ou d'un prêt en cours, et seules 7 % d'entre elles ont déjà eu recours au crédit pour financer des investissements.

Le projet pourrait aussi participer à la réduction du chômage parmi les jeunes et des inégalités de genre au Nigéria. Le taux de chômage des jeunes au Nigeria est extrêmement élevé, dépassant 50 %. Par ailleurs, bien que 44 % de la population adulte féminine soit propriétaire d'une entreprise, la part des entreprises dirigées par des femmes est de 33 %. Les femmes entrepreneurs à la tête d'entreprises en phase de croissance sont de surcroît confrontées à des contraintes plus importantes en matière d'accès au financement externe.

Augmentation du service de la dette de 68,8 % en NGN entre le S1-2023 et le S1-2024

D'après la Banque centrale du Nigéria (CBN), au premier semestre 2024, les paiements de l'Etat au titre du service de la dette ont augmenté de 68,8 % en glissement annuel pour atteindre 6 042 Md NGN (4,1 Md USD). Cette forte augmentation du service de la dette s'explique en partie par la dévaluation du naira (qui a perdu 64,2 % de sa valeur entre les deux périodes), renchérissant les intérêts de la dette publique extérieure (39,3 % de la dette publique totale fin 2023 d'après la CBN). En conséquence, [le service de la dette de l'Etat représente 45,8 % de ses recettes au premier semestre 2024, et 49,7 % de ses dépenses totales au cours de la même période.](#)

La NNPC ne bénéficie plus du monopole d'achat d'essence auprès de la raffinerie Dangote

[La Société pétrolière nationale du Nigéria \(NNPC\) a cessé son contrat d'achat exclusif avec la raffinerie Dangote.](#) Cela ouvre le marché et offre la possibilité à d'autres négociants d'acquérir de l'essence auprès de la raffinerie. Cette fin du monopole d'achat devrait entraîner une augmentation des prix mais favoriser la concurrence et la stabilité des chaînes d'approvisionnement.

Depuis le début de la semaine, les stations-service exploitées par la NNPC ont de nouveau augmenté le prix du carburant à la pompe, de 897 NGN/litre (0,56 USD) à 1 030 NGN (0,64 USD) à Abuja, soit une hausse de 14,8 %. Dans le même temps, le prix du litre a augmenté de 12,8 % à Lagos. Il s'agit du deuxième ajustement à la hausse effectué par la NNPC entre septembre et octobre. Début septembre, le prix du litre de carburant dans les stations NNPC était passé de 568 NGN/litre à 855 NGN/litre, soit une augmentation de 50,5 %.

La CEDEAO entame des délibérations régionales sur l'AAGP

[La CEDEAO a lancé le 10 octobre à Lagos les discussions pour approuver l'accord sur le Projet du gazoduc atlantique africain \(AAGP\)](#), qui doit relier le Nigéria au Maroc et fournir du gaz aux États membres et à la Mauritanie, avec une possible extension vers l'Europe. Ce projet de gazoduc de 7 000 km, issu de la fusion du Projet d'extension du gazoduc ouest-africain (WAGPEP) et du Projet de gazoduc Nigéria-Maroc (NMGP), connectera toute la façade atlantique, avec des entrées vers les pays enclavés de la CEDEAO (Mali, Burkina Faso, Niger), offrant ainsi une source d'énergie pour la région. Cette initiative vise à stimuler le développement industriel à l'échelle régionale, créer des emplois et soutenir la croissance économique, tout en s'alignant sur les objectifs d'expansion et d'industrialisation du gaz naturel du Nigéria.

Ghana

Le FMI conclut sa troisième revue de programme par un accord avec le gouvernement ghanéen

[Les équipes du FMI et les autorités ghanéennes ont conclu un accord à l'issue de la troisième revue du programme du FMI, qui s'est tenue à Accra du 24 septembre au 4 octobre 2024 dans le cadre du programme triennal du Ghana, au titre de la Facilité élargie de crédit de 3 Md USD sur trois ans \(2023-2026\).](#)

Après validation de cette revue par le Conseil d'administration du FMI, le versement en décembre 2024 de la quatrième tranche de 360 M USD du programme portera le total des décaissements à 1,92 Md USD depuis mai 2023. Selon le Fonds, les résultats obtenus sont globalement satisfaisants, tous les critères quantitatifs de performance ont été atteints à date et les progrès dans les réformes structurelles clés se poursuivent malgré les retards constatés à leur lancement.

Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de performances budgétaires (excédent primaire sur la base des engagements de 0,5 % du PIB en 2024), de reconstitution des réserves internationales (à 3,4 mois d'importations en août 2024 après un plus bas à 0,5 mois en février 2023) et de restructuration de la dette publique avec l'achèvement de la restructuration de la dette en euro-obligations, aboutissant à une réduction de 37 % de la valeur nominale de cette dette, de 13 Md USD initialement.

Le FMI a toutefois identifié trois points clés à surveiller i) la réponse à la sécheresse dans le nord du Ghana qui pourrait freiner la production agricole et accentuer la pression sur les prix alimentaires, ii) le secteur de l'énergie afin de réduire le déficit du secteur (1,9 Md USD en 2023) et iii) la protection des populations vulnérables dans un contexte d'augmentation des recettes fiscales.

Le Ghana poursuit sa politique d'alignement sur les objectifs du FMI pour une sortie de crise qui pourrait être plus rapide qu'attendue. Les politiques économiques qui seront mises en œuvre après les élections générales de décembre seront un déterminant clé

pour restaurer la confiance des investisseurs internationaux, lesquels, à date, demeurent toujours prudents et attentistes.

Le Ghana lance la première phase de sa Taxonomie de la finance verte

[Le ministère des Finances du Ghana a lancé la première phase de la Taxonomie de la finance verte \(GFT\) du Ghana lors de la Foire d'investissement des Objectifs de développement durable](#), afin d'orienter les investissements vers des activités économiques durables et respectueuses de l'environnement.

La GFT vise à promouvoir une transition verte orientée vers une économie à faible émission de carbone et une croissance économique résiliente face au changement climatique.

La première phase de la GFT établit des normes qualitatives pour identifier les activités dites « vertes », c'est-à-dire à plus faible émission en CO₂, et fournit les directives pour la mise en œuvre de la taxonomie. La deuxième phase, prévue en mai 2025, introduira des seuils quantitatifs, des exonérations fiscales et des incitations sectorielles. La troisième phase, qui se concentrera sur l'intégration progressive de secteurs plus émetteurs tels que le pétrole et le gaz, l'exploitation minière et l'industrie lourde, sera lancée d'ici la fin du mois de mai 2025.

Le ministre des Finances, Mohammed Amin Adam, a souligné que cette transition nécessitera des « sacrifices » et des « décisions difficiles », insistant sur l'importance de trouver un équilibre entre les objectifs environnementaux et la stabilité économique, compte tenu du poids des industries fortement émettrices de CO₂ dans l'économie du pays. Il a rappelé le double objectif de l'initiative, qui vise à la fois à réduire l'endettement du pays à des niveaux soutenables tout en améliorant la gestion de l'environnement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr